

Résumé

Évolutions et perspectives économiques : résilience dans un contexte de forte incertitude mondiale et de tensions géopolitiques

Dans l'ensemble, les résultats économiques enregistrés par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN) et le Pakistan et par le Caucase et l'Asie centrale (CAC) en 2025 sont restés solides : les deux régions ont, en grande partie, été épargnées par les répercussions directes du relèvement des droits de douane américains et des perturbations du commerce international et les récentes tensions géopolitiques régionales n'y ont eu qu'un impact limité et de courte durée.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN ont été favorisés par l'augmentation de la production de pétrole à mesure que l'OPEP+ accélérât le retrait de ses mesures de réduction. Dans le même temps, les pays importateurs de pétrole de la région MOAN et le Pakistan ont bénéficié de la vigueur de la demande, tirée par la faiblesse des prix de l'énergie, le dynamisme des envois de fonds et la vitalité du tourisme. Dans la région CAC, la croissance a continué de dépasser les attentes, portée par une robuste demande intérieure, l'essor du crédit et les exportations d'hydrocarbures.

Malgré des orientations monétaires relativement restrictives, les conditions sur les marchés financiers demeurent favorables. Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines se sont réduits, les taux de change nominaux se sont dépréciés et plusieurs pays ont fait appel aux marchés financiers internationaux avec succès.

L'inflation a suivi des tendances divergentes : elle s'est atténuée dans la plupart des pays de la région MOAN et au Pakistan grâce au recul des prix de l'alimentation et de l'énergie, mais elle a grimpé dans beaucoup de pays de la région CAC sous l'effet d'une forte demande et de l'importation de tensions sur les prix.

Au cours de la période à venir, la croissance du PIB dans la région MOAN et au Pakistan devrait s'affermir progressivement, appuyée par la hausse de la production de pétrole, la résilience de la demande locale et les réformes en cours. Dans les pays de la région CAC, la croissance devrait décélérer pour atteindre un rythme plus soutenable. L'inflation devrait ralentir dans la plupart des pays, à la faveur, selon les projections, d'une baisse des prix de l'énergie et d'un resserrement de l'orientation budgétaire, compte tenu des progrès dans la mobilisation des recettes et dans la rationalisation des dépenses, notamment au moyen de réformes des subventions.

Risques : le bout du tunnel n'est pas encore là

Jusqu'à présent, les pays des régions MOAN et CAC et le Pakistan ont relativement bien résisté à la conjoncture mondiale très incertaine, mais ils pourraient pâtir d'effets différés.

L'affaiblissement de la demande mondiale demeure un risque majeur, tout comme le resserrement des conditions financières mondiales. Des inquiétudes budgétaires et des tensions inflationnistes plus vives que prévu dans les grands pays avancés pourraient entraîner une augmentation des coûts d'emprunt, laquelle pèserait tout particulièrement sur les pays où les besoins de financement de l'État sont considérables et où le secteur bancaire détient une part très importante de la dette souveraine.

Les deux régions demeurent aussi exposées à une accentuation des tensions géopolitiques et à un accroissement de la fréquence et de la sévérité des chocs liés au changement climatique, deux menaces qui pourraient perturber l'activité économique et fragiliser la stabilité.

À l'inverse, une normalisation plus rapide qu'anticipé des conflits et une mise en œuvre plus musclée des réformes structurelles attendues de longue date pourraient donner une forte impulsion à la croissance dans l'ensemble des deux régions.

Priorités pour l'action publique : *constituer des marges de manœuvre, renforcer les cadres stratégiques et accélérer les réformes structurelles*

La dynamique de croissance en cours offre une excellente occasion d'étoffer les marges budgétaires et extérieures, surtout dans les pays où elles sont limitées.

En plus de mesures prudentes, l'amélioration de la résilience économique face aux chocs négatifs nécessitera peut-être des ajustements institutionnels, notamment un renforcement du cadre budgétaire à moyen terme, afin de mieux asseoir la viabilité des finances publiques à long terme, et du cadre monétaire à moyen terme, de façon à accroître l'efficacité et la prévisibilité, lesquelles pourraient contribuer à ancrer un peu plus les anticipations d'inflation.

Plus généralement, les réformes structurelles destinées à diversifier l'économie et à développer le secteur privé demeurent essentielles dans tous les pays pour tirer parti des possibilités qu'offre l'évolution du paysage économique mondial et pour rehausser les perspectives de croissance à moyen terme.